

Docteur Jekill et Mr Hyde :
les deux Wallonies de 1996 à 2016,
Enterrer le déclin ou en finir avec le redressement,

Intervention du 3 septembre 2006
aux Jardins de Wallonie 2006
Abbaye de Floreffe
par Philippe Destatte, directeur de l'Institut Destrée

L'objet de notre première journée des Jardins de Wallonie sur le thème des efforts de redressement de l'économie wallonne consistait tout d'abord à cadrer globalement la situation économique actuelle, ainsi que de valider l'idée des deux Wallonies, le recouvrement de la santé du Dr Jekill et la disparition progressive de Mr Hyde, la Wallonie du déclin industriel, du chômage et de la vieille culture politique.

C'est le directeur du Bureau fédéral du Plan, Henri Bogaert à qui a incombé la tâche de réaliser un premier bilan macro-économique de la Région. Celui-ci confirmait d'emblée celui qui avait été présenté en ouverture, à l'aide des travaux du professeur Henri Capron. La croissance économique de la Wallonie a été défavorable pendant les 25 dernières années, croissance plus basse qu'ailleurs, y compris pendant les cinq dernières années. Les taux de chômage ont été catastrophiques durant toutes ces années et le restent, on a connu un beaucoup plus faible taux d'emploi que dans les pays européens, même s'il a augmenté de près de 3% ces dernières années. Tandis que la productivité n'a que très peu augmenté depuis 1980. Henri Bogaert a également noté que, dans le cadre belge, le taux d'activités de la Wallonie augmente beaucoup plus vite en Wallonie qu'en Flandre, ce qui peut bien sûr avoir des effets sur la productivité globale mais ne résout pas le problème du chômage. Enfin, il a insisté sur l'échéance politique de 2007 dans la perspective d'un risque de régionalisation de la politique de l'emploi.

C'est à une comparaison cycliste que s'est livré Joseph Pagano, doyen de la Faculté Warocqué à l'UMH. Si on peut considérer l'équipe Wallonie dans le tour de France, on doit bien faire deux constats cruels : 1° on ne s'est pas rendu compte qu'on se lançait dans une étape de montagne d'une durée et d'une longueur non soupçonnée et, 2°, on s'est trompé de matériel en prenant une bicyclette en acier lourd plutôt qu'en aluminium, c'est le problème de la structure industrielle. Dès les premiers cols, nous avons été lâchés, comme les équipes de Lorraine et de Sicile, du reste, tandis que le retard par rapport au peloton a augmenté, lui, parfois de plus en plus vite.

Après une prise de conscience, l'équipe Wallonie a toutefois réagi et, grâce à ses efforts, le retard a augmenté moins vite. L'objectif est désormais de faire en sorte que le retard cesse d'augmenter. Joseph Pagano a également souligné que le chronomètre était un peu biaisé car, statistiquement, le PIB ne rend pas toute la réalité. Ainsi, depuis deux ans, pour la première fois depuis 1989, l'IPP wallon est plus élevé que la moyenne de l'IPP belge, et donc plus élevé même que l'IPP flamand. Par rapport à 2007, Joseph Pagano est plus réservé : l'équipe cycliste flamande estime que la perspective que nous les rattrapons un jour est éteinte, que nous sommes d'ores et déjà "hors course", "hors délai" et qu'ils doivent désormais pédaler seuls vers les sommets. Joseph Pagano a jouté qu'à ces raisons économiques s'ajoutait le *désastre* de notre image dans le monde.

C'est à un historien des sciences et des techniques, le professeur Robert Halleux, que l'on devait le constat suivant : notre problème est un problème d'héritage. Cet héritage nous a

placés sur le fil du rasoir et l'on ne sait actuellement de quel côté on va tomber. Si notre position géographique n'a pas changé et reste excellente et que nous disposons de l'avantage majeur de disposer de place pour accueillir et voir se développer des entreprises sur les sites industriels désaffectés, nos problèmes restent majeurs. Le premier est le fait que la capacité d'innovation marginale de la Wallonie, indépendamment des filières traditionnelles, est relativement faible. La seconde relève de l'héritage d'une mortalité et d'une morale féodale, portées par le POB puis le PS, destinées alors à maintenir la cohésion sociale, et qui posent aujourd'hui des problèmes de gouvernance sans qu'on sache très bien ce qu'on va mettre à la place.

Un quatrième constat a été dressé par l'ancien sénateur et économiste Yves de Wasseige, qui a confirmé l'existence des deux Wallonies. Si on fait une analyse par arrondissement et qu'on retire de la Wallonie les arrondissements de Liège et Charleroi, on atteint des taux de croissance de l'ensemble de la région comparable à ceux de la Flandre. Le passage à l'économie de services s'est réalisé en Wallonie, même à Charleroi où l'emploi dans ce secteur y atteint 70% contre 30% dans l'industrie. Pour le futur, il faut noter que nous ne serons pas victimes des effets de la fin de la deuxième phase de la Révolution industrielle (la chimie lourde, l'automobile, etc.) puisque nous n'y avons pas participé, contrairement à la Flandre. Yves de Wasseige s'est également interrogé sur les stratégies : en appelant à un plan Marshall bis, davantage orienté vers les services et particulièrement le secteur du logement où 50 000 demandes n'étaient pas satisfaites.

Un tour de table des interlocuteurs sociaux présents a permis de recueillir de nouvelles questions. Vincent Reuter, administrateur délégué de l'UWE, s'est longuement interrogé pour savoir comment il se faisait que la Wallonie n'avait toujours pas compris ce qui lui arrivait et pris les mesures fortes pour réagir. Il a noté qu'il fallait saisir le contrat d'avenir comme une planche de salut même si beaucoup d'autres efforts devaient être menés, particulièrement dans la recherche, l'enseignement et la formation où y fallait faire place à 50.000 jeunes infra qualifiés. Marc Becker, secrétaire national de la CSC, a lui aussi insisté sur les besoins de la recherche, du transfrontalier et sur la question de la non-croissance des PME qui, en Wallonie ne parviennent pas à se développer au-delà d'un certain seuil. Alain Lesage, économiste impliqué dans le Groupe de Redéploiement économique liégeois, a souligné l'importance du rôle des métropoles et noté lui aussi que les mentalités wallonnes ne sont pas adaptées à ce qu'exige la situation actuelle, tant sur le plan de l'innovation que de l'organisation. Les Wallons finalement auraient peur d'affronter résolument l'avenir. Robert Halleux a d'ailleurs confirmé cette analyse en notant qu'on n'avait plus assez de forces pour faire avancer les choses, mais qu'on en avait encore suffisamment pour annihiler les efforts de ceux qui essaient de mettre la région en mouvement.

Anne-Marie Straus, Florence Hennart et Dominique Graitson ont alors montré, chiffres à l'appui, l'effort continu qui a été mené par la Région Wallonne, afin de construire un cadre de développement solide dans un certain nombre de nouveaux secteurs. Anne-Marie Straus a particulièrement évoqué les pôles de compétitivité en pointant les initiatives encore à prendre dans les domaines de la mécanique et du génie mécanique, de la télématique et de l'informatique ainsi que des télécommunications. Florence Hennart a dit la nécessité de continuer à se concentrer sur des secteurs à haute valeur ajoutée tant en insistant sur la notion de masse critique, généralement insuffisamment prise en compte. Sur base du dernier rapport de la Politique Scientifique fédérale, Dominique Graitson a analysé le système wallon d'innovation en montrant que la Région n'avait pas à rougir de ses performances globales mais qu'elle gardait certaines faiblesses majeures, notamment en recherche universitaire, en créativité ainsi qu'en ce qui concerne les relations entreprises universités, ce que l'exercice Prométhée avait déjà mis en évidence.

On était à ce moment arrivé à un tournant de la réflexion, puisque tant Willy Burgeon que Didier Paquot – avec des styles et dans des registres différents – ont fustigé notre

ronnement, relativisé les efforts, dénoncé les lenteurs et affirmé que la situation de la Wallonie n'était pas bonne. Ancien président du parlement wallon, Willy Burgeon évoquait des générations sacrifiées, un destin d'appauvrissement auquel la région ne parvenait pas à échapper tandis que Didier Paquot voulait que l'on parle vrai : "*aucun indicateur ne montre le moindre frémissement*", affirmait-il, le problème restant la faiblesse du domaine marchand et la méfiance envers l'entreprise. Didier Paquot ouvrait également un débat en notant que les pouvoirs publics wallons avaient fait le choix de l'éviction du secteur privé et son remplacement par l'initiative publique, ce que contestait Joseph Pagano. Nous terminions la matinée sur un nouveau constat difficile, celui de Joseph Charlier s'exprimant au nom du Mouvement wallon contre la pauvreté et confirmant un processus social assez catastrophique, se déployant dans de très nombreuses sous-régions.

Comme souvent, le début de l'après-midi a vu remettre en cause une partie des idées du matin. Michaël Van Custem (Deloitte & Touche) récusait le fait qu'on continue à cultiver la logique du déclin, demandant que l'on se saisisse des enjeux du futur. L'ancien ministre-président du Gouvernement wallon Jean-Maurice Dehousse, quant à lui, refusait l'idée même des deux Wallonies, mais constatait que l'ensemble de la population n'était pas contente de la situation actuelle et que nous n'avions, aujourd'hui, pas d'outils suffisants pour lui rendre confiance. Il notait que l'enjeu principal restait l'enseignement pour appréhender les mutations et que cet enseignement restait séparé de la région.

Spécialiste des questions de formation, Michel Goffin (Institut Cardijn) s'interrogeait sur le fait de savoir – s'il y avait développement, ce qu'il voulait bien admettre – à qui il profitait. Jean-Yves Saliez (Secrétaire général d'Inter-Environnement Wallonie) estimait qu'on ne regardait pas assez loin, qu'il n'y avait pas de vision du futur de la Wallonie et que le développement durable n'était pas pris en compte avec assez de conviction ni de force.

Philippe Suinen, patron de l'AWEX et de la DGRE, a fait un inventaire des efforts pour que la Wallonie soit sur la carte des investissements internationaux et joue dans la cour des grands de la mondialisation, demandant qu'on lève le tabou des délocalisations. Ce dernier point allait ouvrir un débat idéologique assez large auquel participèrent Jean-Maurice Dehousse, Jean-Claude Renda, Michel Goffin, Joseph Pagano, Willy Burgeon, etc.

De son côté, Dominique Leroy (Mouvement wallon pour la Qualité) - montrait, elle aussi, qu'il manquait à la Wallonie une vision sociétale claire de son avenir, prenant en compte toutes les facettes du développement, de manière plus logique que le contrat d'avenir. Eric Hellendorf contribuait à développer cette attente en donnant l'exemple de l'initiative de la Wallonie picarde en Hainaut occidental. Léon Damery, s'exprimant comme simple citoyen, confirmait ce besoin de la population d'une foi dans l'avenir et d'une action tangible contre l'inquiétude.

A la question que Philippe Destatte, directeur de l'Institut Jules Destrée, relançait du "dés lors, que faire ?", Philippe Suinen répondait par le développement des atouts wallons en développement que sont les langues, la diversité culturelle, la qualité du service public et la valorisation de la culture comme socle complémentaire à l'économique. Joseph Pagano répondait, quant à lui, qu'il fallait recréer de la richesse massivement, mais que c'était le rôle des entreprises de créer de la richesse et celui de la Région wallonne de créer les conditions d'un bon développement. Jacques Quivy (MRW, DGTRE) montrait l'exemple du secteur de la biotechnologie où aujourd'hui plus de 70 entreprises développent cette nouvelle Wallonie.

Des travaux certes riches, mais qui, manifestement n'avaient pas épuisé le débat, laissant de nombreux champs en friches pour le dimanche matin.